Communiqué de Ensemble! Contre la criminalisation du mouvement BDS.

Category: Communiqués

écrit par jmfouquer | 16 mars 2017

Le mouvement « Boycott, Désinvestissement, Sanctions (BDS) » préposé au mouvement de solidarité par les Palestiniens pour qu'Israël réponde de ses violations du droit international, rencontre un soutien et un impact plus importants que jamais. Il peut mettre fin au silence complice de la Communauté internationale.

Aussi, sous la pression du Gouvernement d'extrême droite israélien, certains gouvernements visent à la criminalisation de ce mouvement citoyen et pacifique dans quelques pays.

En France, c'est la circulaire Alliot-Marie élaborée sous la droite mais que les 5 années de Gouvernement Hollande n'ont jamais remise en cause, qui est cet instrument de criminalisation du BDS. Plusieurs recours en justice contre ces activités militantes ont été menés par des officines sionistes, avec des résultats contrastés, souvent favorables au boycott.

De son côté, le Conseil de Paris a voté en février 2016 une résolution condamnant le mouvement BDS sur la base d'une interprétation manifestement abusive d'un arrêt de la Cour de cassation d'octobre 2015.

Et récemment Nathalie Kosciusko-Morizet, en se référant à ce vote en a remis une couche en exhortant le Préfet de Police de Paris à interdire toutes les activités de BDS sur la voie publique.

Mais rien ne nous fera abandonner la solidarité avec la résistance du peuple palestinien en lutte pour ses droits légitimes. Ensemble ! poursuivra son action tant dans le cadre du Collectif national pour une paix juste et durable entre

Palestiniens et Israéliens qu'avec le réseau BDS France. Enfin face aux tentatives de nous faire taire, il n'est pas question de laisser faire ces dénis de démocratie. Outre le fait qu'elles rompent avec une tradition d'action pacifique, les tentatives actuelles de criminalisation du BDS mettent en cause la liberté d'expression. L'action militante et, en fin de compte, l'essence même de pratiques démocratiques risquent d'en faire les frais. Pour s'opposer à ces attaques il faut une action large et unitaire de l'ensemble des organisations démocratiques.